

Leviers actuels au sein de l'État (succès, forces, avantages, etc.)

- Communication
- Savoir / expertise
- Autorité / imputabilité
- Fiscalité
 - Écofiscalité : plus prospectif que réel pour l'instant
- Capacité de financement
 - Capacité d'achat 40 G\$
 - Processus stable de financement en place
 - Financement de la R&D
 - Capacité d'emprunter et d'investir à moindre coût
- Réglementation / législation
 - Influencer les industries
 - Rapport de force
 - Influence sur les autres juridictions
 - Capacité d'application
 - Établissement de cibles
 - Engagement clair et appropriation
 - Écoconditionnalité dans les programmes (ex. en milieu agricole)
- Leadership
 - Leadership de certains hauts gestionnaires
 - Devrait venir du premier ministre
 - Réunir acteurs économiques pour converger vers points communs
 - Établir cadre cohérent et prédictible
 - Planification
 - Appui de la population dans une large mesure
- Fonction publique
 - Plus structurée que la moyenne
 - Expertises variées
 - Évaluation et suivi
 - Réglementation et encadrement
 - Capacité de soutenir la recherche et l'innovation
- Institutions publiques et paragouvernementales
 - Investissement Québec
 - CDPQ
 - Hydro Québec : exemple réussi de nationalisation
- Diverses créations de l'État :
 - Commissaire au DD
 - Fonds vert
 - SPEDE
 - BAPE
 - TEQ
 - Ouranos

- Diverses lois :
 - Loi DD
 - Outils légaux présents, mais peu utilisés
 - Loi aménagement du territoire
 - Loi sur les milieux humides
 - Loi sur la qualité de l'environnement (nouveau régime d'autorisation)
- Présence de partenaires sur le terrain pour
 - Communication
 - Accompagnement
 - Concertation
 - Consultation
- Pouvoirs octroyés aux municipalités sur activités d'utilisation des ressources naturelles sur leur territoire
- Exemplarité sur le marché public (appels d'offres)
- Participation de la société civile à des CA multisectoriels (gestion de l'eau par bassin versant)
- Comité interministériel de développement et réseaux des officiers en DD permettent aux MO d'échanger entre eux
- Utiliser davantage les outils en aménagement du territoire en cohérence avec autres plans, politiques et orientations
- Présences de groupes environnementaux et peu de manifestations climatosceptiques
- Relation plus acceptée entre environnement et développement positif de l'économie